

Washington, le 28 novembre 1961

POLITIQUE BERNE
R.P. No 110 //
par courrier

vu li.

MOYEN-ORIENT

Source: Conversation de M. Grandjean avec X., du Département d'Etat, membre du "Policy Planning Council".

X. est spécialement chargé de la planification de la politique américaine au Moyen-Orient, en Afghanistan, au Pakistan et en Algérie. D'un entretien général que mon collaborateur vient d'avoir avec lui, il ressort ce qui suit:

1. Turquie

Les Etats-Unis, sans être pleinement satisfaits de la situation actuelle, continueront, au cours des prochains mois, à soutenir le régime Gurcel, car ils ont la certitude qu'il est aujourd'hui le plus approprié pour entreprendre et mener à bien les réformes nécessaires à la Turquie. Ce régime est d'autant mieux assis à présent qu'il bénéficie encore de la mauvaise impression laissée par les gouvernements civils précédents. Cependant, les Etats-Unis vont s'efforcer de tenter progressivement un rapprochement entre les militaires et les civils, afin d'aider la Turquie à revenir lentement à des institutions plus démocratiques. Cette opération risque de prendre assez de temps, car elle est freinée par de jeunes officiers peu enclins à abandonner un pouvoir militaire en faveur d'un gouvernement civil qui, pour eux, est lié inévitablement à la



- 2 -

corruption et au népotisme.

2. Irak

Les Américains sont très préoccupés de la situation économique et financière de ce pays. Elle se détériore graduellement. Ils pensent que nombreux sont les Irakiens qui exportent illégalement leurs capitaux en Suisse ou ailleurs. X. ne croit pas que Kassem se range parmi eux, mais probablement son frère et d'autres personnalités de son entourage. / A ce propos, X. a posé la question de savoir si le Gouvernement suisse a la possibilité d'obtenir de banques suisses des renseignements concernant les montants irakiens éventuellement déposés dans notre pays. Mon collaborateur lui a répondu que cette question relevait du domaine privé et que le Gouvernement, à supposer que des fonds irakiens soient déposés dans des banques privées suisses, n'avait pas la possibilité d'en connaître les montants. / La fuite de capitaux est attentivement suivie au Département d'Etat comme une indication certaine et un baromètre non seulement de la situation économique, mais aussi politique.

Selon X., Kassem n'a cherché jusqu'à présent qu'à diviser ses opposants et à les faire lutter les uns contre les autres. Il aurait été préférable pour lui de préparer des plans constructifs, d'en tenir son entourage et l'opinion publique au courant et de les renseigner au fur et à mesure sur les réalisations obtenues.

L'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'Irak est

- 3 -

avant tout faite d'attente. Ils suivent avec intérêt et inquiétude aussi les négociations pétrolières, car, selon eux, peut dépendre d'elles un assainissement ou une aggravation de la situation financière irakienne. Un affaiblissement de celle-ci ouvrirait peut-être la porte à de nouvelles interventions étrangères et à une anarchie intérieure.

3. Iran

Si la situation est relativement calme aujourd'hui, le sera-t-elle encore dans trois mois, une année, cinq ans? X. ne fait pas de prévision à ce sujet. Il est cependant urgent qu'une solution soit trouvée pour rapprocher le Shah de ses opposants, que ce soit au moyen d'Amini ou de tout autre Premier Ministre. On est souvent tenté de faire un rapprochement entre la situation du Shah et celle du Roi Hussein de Jordanie, ce dernier ayant réussi récemment à affermir sa position. Les conditions en Iran sont cependant différentes et le Shah ne peut pas, comme Hussein, s'appuyer aussi fortement sur son armée.

X. est de l'avis que le moment n'est pas encore venu de procéder à des élections. A une question de mon collaborateur de savoir si les Américains craignent que ces élections n'amènent le Front National au pouvoir, X. répond par la négative car, dit-il, ce mouvement, bien que populaire, est encore mal organisé et il est par conséquent bien hasardeux de prétendre à sa victoire. La raison qui pousse les Américains à désirer le renvoi

- 4 -

d'élections est qu'ils préféreraient auparavant donner une plus grande chance à Amini d'asseoir son autorité et lui laisser ainsi le temps de procéder aux réformes envisagées. Ceci éviterait en outre au parti de droite d'aborder le scrutin dans une position de faiblesse. "Les Etats-Unis", déclare X., "chercheront donc ces prochains mois à consolider encore la position d'Amini, tout en essayant d'empêcher le Front National de se mieux organiser entre temps."

4. Afghanistan - Pakistan

Les Américains sont préoccupés de la tension qui ne cesse d'exister entre ces deux pays. Ils ont été surpris de la profondeur de cette querelle qui se trouve encore aggravée du fait qu'aussi bien Ayub Khan que le Roi d'Afghanistan appartiennent tous deux à la tribu Pushtu. La mission de M. Merchant, Ambassadeur des Etats-Unis au Canada, n'a pas, comme on le sait, été un succès. Elle aura permis cependant aux Etats-Unis de se rendre compte de la gravité du différend afghano-pakistani. Ceci a engagé le Département d'Etat à envisager l'examen d'autres possibilités à la solution de ce conflit. Le temps presse car, en dehors de la question du Pushtunistan, c'est celle plus importante du ravitaillement de l'Afghanistan par le Sud qui se pose.

*
* *

- 5 -

En résumé, la situation est calme au Moyen-Orient pour le moment. Les Etats-Unis appuient les gouvernements en fonction, mais seront néanmoins prêts à changer de monture plus rapidement que par le passé. Cela signifie qu'ils continueront à favoriser les régimes légitimes actuellement au pouvoir, mais qu'au moment où des tendances plus démocratiques arriveraient à se dessiner dans les pays à gouvernements militaires, comme cela a été le cas en Syrie récemment, les Etats-Unis n'hésiteront pas à les encourager.



A. R. Lindt

cc: Ambassade de Suisse, Cologne
Londres
Moscou
Paris
Rome

Observateur Suisse près l'ONU, New-York (par poste)